

Brochure n° 3300

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2128. – MUTUALITÉ**

ACCORD DU 15 MARS 2013  
RELATIF À LA COMMISSION DE VALIDATION DES ACCORDS

NOR : ASET1350771M  
IDCC : 2128

**PRÉAMBULE**

En application des dispositions de l'article L. 2232-21 et suivants du code du travail, les entreprises de moins de 200 salariés dépourvues de délégué syndical ont la faculté, après en avoir informé les organisations syndicales représentatives dans la branche, de négocier et de conclure des accords collectifs avec les représentants élus du personnel au comité d'entreprise, ou la délégation unique du personnel, ou à défaut, avec les délégués du personnel.

L'application de ces accords collectifs d'entreprise ou d'établissement est subordonnée à leur validation par une commission paritaire de branche.

Le présent accord a pour objet de créer une telle commission pour la branche mutualité, afin de favoriser le développement de la négociation collective, et d'en déterminer le rôle et les modalités de fonctionnement.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rôle de la commission paritaire de validation des accords*

Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-22 du code du travail, la commission paritaire de branche contrôle que l'accord collectif n'enfreint pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

La commission ne se prononce que sur les accords comportant des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif, à l'exception des accords de méthode mentionnés à l'article L. 1233-21 du code du travail.

**Article 2**

*Composition*

La commission paritaire de validation est composée :

- d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant désignés par chaque organisation syndicale représentative dans la branche ;
- d'un nombre égal de représentants titulaires et suppléants des employeurs de la branche mutualité désignés par l'UGEM.

Le secrétariat administratif de la commission est assuré par l'UGEM.

### Article 3

#### *Saisine*

La commission est saisie par lettre recommandée avec avis de réception adressée à son secrétariat sis au 17, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris.

La saisine est obligatoirement accompagnée :

- d'un exemplaire original de l'accord d'entreprise signé ;
- d'une copie des courriers adressés aux fédérations syndicales représentatives au niveau de la branche les informant de la décision de l'entreprise d'engager des négociations <sup>(1)</sup> ;
- d'une copie du formulaire CERFA de procès-verbal des dernières élections des représentants du personnel ayant conclu l'accord.

Le dossier de saisine est transmis aux membres de la commission en même temps que la convocation au moins 3 semaines avant la réunion.

Une fois saisie dans les conditions ci-dessus, la commission paritaire se prononce sur la validité de l'accord dans les 4 mois qui suivent sa saisine. A défaut, l'accord est réputé validé.

### Article 4

#### *Décisions*

L'accord est réputé validé dès lors qu'une majorité en nombre de voix des membres titulaires présents est constatée. Les membres suppléants votent s'ils remplacent un titulaire absent.

La décision est notifiée par le secrétariat de la commission à l'entreprise par lettre recommandée avec avis de réception dans le mois suivant la tenue de la commission. Toute décision de refus de validation doit être motivée.

Une copie de la décision est adressée aux représentants des organisations syndicales de salariés membres de la commission.

### Article 5

#### *Dépôt. – Extension. – Date d'entrée en vigueur*

Le présent accord prend effet au 15 mars 2013. Il fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère de l'emploi et des affaires sociales. Il fera l'objet d'un dépôt à la direction départementale du travail, de la formation professionnelle et de l'emploi et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 15 mars 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

UGEM.

#### **Syndicats de salariés :**

CGT ;

CFDT ;

CFE-CGC.

---

(1) Les adresses des fédérations syndicales représentatives dans la branche figurent en annexe I du présent accord.

## ANNEXE I

---

### **Adresses des fédérations syndicales représentatives de la branche mutualité**

Fédération CFDT PSTE  
2, rue Gaston-Rebuffat  
75940 Paris Cedex 19

Fédération CFTC organismes sociaux  
128, avenue Jean-Jaurès  
93697 Pantin Cedex

Confédération française de l'encadrement  
Syndicat national des organismes de mutualité CGC  
39, rue Victor-Massé  
75009 Paris

Fédération CGT organismes sociaux  
Case 536  
263, rue de Paris  
93515 Montreuil Cedex

Fédération employés cadres CGT-FO  
28, rue des Petits-Hôtels  
75010 Paris